

**Interpellation au Conseil Communal du jeudi 25 mars 2010 concernant
le concept de « tolérance zéro »**

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Communaux,

Pour répondre à l'émotion suscitée par divers événements, une certaine classe politique parle de «tolérance zéro» et de justice rapide, sans évoquer réellement de mesures de prévention.

Les faits malheureux, et parfois dramatiques, de ces derniers jours ne doivent cependant pas être prétextes à prendre des mesures sécuritaires dans l'urgence.

Beaucoup de mesure ont été proposées, toutes sécuritaires (majorité pénale à 16 ans, justice accélérée, renforcement de la présence policière dans les quartiers, etc.).

D'après les chiffres du dernier baromètre social bruxellois, plus d'un tiers des jeunes à Bruxelles grandissent aujourd'hui dans une famille sans revenu du travail! Par ailleurs, la part des 18-24 ans bénéficiaires d'un revenu d'intégration se rapproche de la barre des 10%. Il convient également de rappeler qu'un tiers (35,4 %) des jeunes Anderlechtois sont actuellement au chômage et, dans certains quartiers, ce chiffre dépasse les 50 % !

“C'était un quartier industriel, le quartier des immigrés. Comme ils ne votaient pas à l'époque, on s'en foutait, n'ayons pas peur de le dire”, admet le bourgmestre anderlechtois Gaëtan Van Goidsenhoven (MR) dans la Dernière Heure du 4 février 2010 .

Je ne comprends pas pourquoi vous dites « C'était... », car il me semble qu'on « *s'en fout* » encore toujours aujourd'hui.

Objectivement, nous constatons aujourd'hui une inégalité manifeste de traitement entre le secteur jeunesse et celui du sécuritaire.

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Communaux,

La parole peut-elle être une arme contre les violences urbaines ?

Yves Pedrazzini en est persuadé. Cet enseignant en sociologie du département d'architecture de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a étudié, de 1987 à 1991, la parole des gangs des bidonvilles de Caracas (Venezuela).

Son expérience est retranscrite dans "Malandros", livre coédité en 1998 par les éditions Charles-Léopold Mayer et Desclée de Brouwer. Depuis, Yves Pedrazzini coordonne un travail sur les violences urbaines dans le cadre du programme "Construction de la paix" de la Fondation Charles-Léopold Mayer. Pour lui, la construction de la paix n'est pas seulement une macro question et le problème des Etats, mais doit être amenée au pied des immeubles, dans les quartiers défavorisés, et impliquer l'ensemble des habitants. A Marseille (France), Dakar (Sénégal), Rio de Janeiro (Brésil), Philadelphie (Etats-Unis), Mexico (Mexique), Bogota (Colombie) et Fortaleza (Brésil), les gangs ont pris la parole pour exprimer leur expérience de la rue. Ils ont eux-mêmes réalisé une auto-enquête qui avait pour objectif de répondre aux questions suivantes :

* De quel type sont les problèmes de violence dans les quartiers ?

* Comment y répondre ?

* Que proposez-vous pour votre quartier ?

Au-delà du récit de vie et, pour le chercheur, d'une source d'informations sur le banditisme et la délinquance, donner la parole aux acteurs de la violence urbaine permet de construire des stratégies de valorisation et, parfois, d'en faire des habitants investis dans une dynamique positive. En effet, le sens de l'humour, la maîtrise de la parole, la capacité de mobilisation ou de prise de risque sont des qualités indispensables pour faire partie d'un gang ("street credibility"). Ce sont aussi des atouts pour obtenir la participation de ces jeunes à la vie de leur quartier. Pour tendre à cela, Yves rappelle qu'il faut d'abord accepter d'écouter des personnes souvent diabolisées de l'intérieur, dans des quartiers où les classes moyennes sont souvent seules détentrices de la parole. Pour cela, l'auto-enquête est confiée à un leader, qui s'engage à répondre aux questions, à interroger les membres de son gang et à restituer les résultats au cours d'une réunion publique. C'est sur une place, à Dakar, ou dans une salle, à Philadelphie, qu'habitants et membres des gangs se retrouvent pour la restitution. Pour les jeunes délinquants, ces moments sont des occasions de changer de statut et de gagner une légitimité dans le quartier.

Loin de vouloir faire expier leurs fautes aux gangsters, Yves Pedrazzini a simplement l'ambition de les amener à réfléchir sur leurs actes, puis à se corriger et à bannir les violences inutiles. Et ce fut souvent le cas, la parole permettant aux jeunes d'expliquer qu'ils sont contraints de vivre dans une logique dangereuse (où la guerre et la mort ont une place prépondérante), sans alternative. Par exemple, à Dakar, l'enquête a révélé que la violence des jeunes était due à leur refus d'un système dans lequel les "vieux" sont seuls détenteurs du pouvoir. Les gangs ont mis en avant la nécessité d'un respect réciproque : ils ne respecteront les traditions que si celles-ci tolèrent l'émergence de coutumes modernes et de nouveaux codes sociaux. Chaque enquête a apporté des pistes pour sortir de la violence urbaine ou la limiter. Il était important que ces pistes soient partagées. Ainsi, en juin 2001, à Philadelphie, des membres de gangs de la ville ont rencontré leurs homologues de Bogota et de New York (ceux de Marseille et de Dakar n'ont pas obtenu de visa pour entrer aux Etats-Unis). Les participants se sont aperçu que leurs discours étaient proches et qu'ils pouvaient être des alliés contre une dictature économique ou politique plutôt que des ennemis dans la conquête d'un territoire.

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Communaux,

Dès lors, je propose au Conseil Communal l'adoption de la motion suivante :

Considérant l'urgence des enjeux socio-culturels et socio-économiques amenant notamment à l'augmentation des disparités sociales au sein de la Région,

Considérant que la Commune d'Anderlecht est particulièrement touchée,

Considérant qu'il convient d'analyser les multiples dimensions (sociales, politiques, culturelles, religieuses, de formation,...) de cette dualisation à Anderlecht pour ajuster au mieux les politiques à mener,

Nous demandons au Collège des Bourgmestre et échevins d'établir une commission spéciale composée de membres du Conseil communal (de la majorité et de l'opposition), d'acteurs de la société civile, de citoyens (- 18 ans, + 18 ans, + 50 ans) et d'experts pouvant les éclairer sur la situation telle qu'elle existe à Anderlecht.

Après avoir fait approuver cette liste par le Collège et après avoir auditionné ces experts et acteurs de terrain, cette commission sera chargée endéans une année:

- d'établir des pistes de solutions pour réduire les inégalités et combattre l'exclusion.

- d'établir un rapport dressant les pistes d'action politique et leur mode d'évaluation que le Collège des Bourgmestre et échevins pourra mettre en exécution et/ou soumettre aux Ministres régionaux, communautaires et fédéraux concernés.

Saïdi Nordine
Rue de Sébastopol,32
1070 Anderlecht